(115)

et contre la France. Je parle par expérience, Sire; quoiqu'il se soit passé cent ans depuis la guerre de la succession sous Philippe V, le ressentiment des provinces d'Aragon, de Catalogne et de Valence, contre sa dynastie, contre la France et contre les Castillans eux-mêmes qui avaient défendu ses droits, ne s'est vraiment calmé qu'à l'époque du couronnement de Ferdinand: l'horreur qu'avait récemment inspirée la tyrannie du prince de la Paix, et les espérances de bonheur que leur donnait le caractère du nouveau Roi, ent seules été capables de les réunir sincèrement au reste des Espagnols, et de vaincre leurs préventions contre la famille régnante; car jusqu'à ce moment, il ne leur a manqué qu'une occasion pour lever contr'elle l'étendard de la révolte.

Et après tout, quelle différence entre cette époque, où il s'agissait de prendre parti entre deux princes dont les droits étaient douteux et qui partageaient tous les esprits, et le cas présent où il ne peut y avoir le moindre doute, où ils ont un Roi qu'ils adorent, et que la force seule pourra leur en faire reconnaître un autre? Non, ce ne serait qu'après l'extermination totale des Espagnols

que celui-ci pourrait monter sur le trône.

L'Empereur. Chanoine, vous vous appesantissez beaucoup sur les difficultés. Je ne crains rien de la seule puissance qui pourrait me donner quelqu'inquiétude. L'Empereur de Russie, auguel je fis part, lors de notre entrevue de Tilsit, de mes projets sur l'Espagne, qui datent de cette époque, les approuva, et me donna sa parole de n'en point contrarier l'exécution. Quant aux autres puissances, elles se garderont bien de remuer, et vos Espagnols feront peu ou point de résistance. D'abord, tous les grands ainsi que les gens riches nonseulement resteront tranquilles, dans la crainte de perdre leurs propriétés, mais encore useront de tout leur crédit sur le peuple pour le calmer. Bien plus, le clergé. et les moines, que je rendrai responsables du moindre désordre, emploîront leur influence pour le même objet. Il ne reste donc à craindre que quelques émeutes de la populace; mais des punitions sévères les feront bientôt

H

tenfrer dans le devoir. Croyez qu'il est très-facile de soumettre les pays où il y a beaucoup de moines; j'en ai déjà fait l'expérience. Les Espagnols eux-mêmes en seront un nouvel exemple, sur-tout quand ils verront que je leur garantis l'intégrité et l'indépendance de la monarchie; que je leur donne une constitution plus libre et plus raisonnable, et que je leur promets la conservation de leur religion et de leurs coutumes.

Escoiquiz. Je respecte, Sire, les opinions de V. M. I.; je reconnais le néant de mes lumières et de mes connaissances politiques. Mais V. M. I. daignera me pardonner si, instruit à fond du caractère de mes concitoyens, je me hasarde à lui dire que je crois que les grands, les riches, les ecclésiastiques et les moines donneront au peuple l'exemple des plus grands sacrifices et du plus vif enthousiasme pour leur roi Ferdinand, et que toute la Nation en masse se lèvera avec une ardeur et une constance invincibles pour repousser tout autre Souverain que l'on voudrait lui donner.

L'Empereur. Quand tout cela arriverait, quand je devrais sacrifier deux cent mille hommes, je n'en partiendrai pas moins à mes fins, et je suis bien éloigné de croire que la conquête de l'Espagne puisse coûter

autant.

Escolquiz. Mon opinion ne doit être comptée pour rien à côté de celle de V. M.; je conviens que dans le premier moment, vos troupes sont prêtes et maîtresses de Madrid et des places frontières, tandis que les Espagnols n'ont ni soldats, ni argent, ni provisions de guerre, ni même un point de réunion, ni autorité qui les dirige; eh bien; ils éprouveront des revers, ils seront battus, ils souffriront beaucoup; mais tout cela, loin de les subjuguer, les aigrira; la fureur leur donnera des armes, le désespoir les réunira et leur fera sentir la nécessité d'adopter un système énergique de gouvernement : le Porrugal fera cause commune avec eux; l'Angleterre l'épuigera pour soutenir une guerre si utile à ses vues : l'aspérité du sol offrira aux espagnols les plus fortes positions : sept cents lieues de côtes les mettront à même de recevoir, sur tous les points, toutes les provisions et tous les secours dont ils pourront avoir besoin, soit de leurs riches colonies qui leur prodigueront leurs trésors, soit de l'Angleterre: une population de quatorze millions d'âmes y compris celle du Portugal, fournira autant d'hommes que l'on voudra. Les Français au contraire, privés des secours de la mer, dans un pays vaste, mal sain pour eux et peu abondant en vivres, seront réduits à faire venir, par terre, leurs provisions de leur propre patrie, à travers une contrée semée d'ennemis et de partis innombrables qui leur opposeront partout des obstacles presqu'insurmontables; et quand même ils obtiendraient sur eux des avantages partiels, ils n'en périront pas moins en détail, et seront à la fin forcés de renoncer à

l'entreprise.

Mais je veux accorder, qu'après la guerre la plus sanglante et la plus dévastatrice, ils réussissent à mettre l'Espagne à leurs pieds ; jamais la nouvelle dynastie ne se verra tranquille sur son trône; elle sera sur un volcan dont la force pourra seule retarder l'explosion. V. M. I. sera forcée d'entretenir toujours deux ou trois cent mille hommes dans les provinces pour les contenir. Le nouveau Roi ne régnera que sur un monceau de ruines et de cadavres, sur les tristes restes d'un peuple désespéré et digne d'un meilleur sorf, enfin sur des esclaves furieux, prompts, à la moindre occasion, à rompre leurs chaînes. Et cette occasion ne peut leur manquer un peu plutôt', un peu plus tard; les Anglais et les autres puissances, jalouses de la France, la leur offriront bientôt. Cette guerre sera une hydre toujours renaissante, et quand même l'Espagne ne parviendrait point à secouer entièrement le joug de V. M., elle sera peut-être, par la suite et sous ses successeurs, la cause de la destruction de sa maison.

Mais en supposant, contre ma propre conviction, que l'Espagne soit soumise et tranquille, qu'elle se résigne et qu'elle s'accoutume à une domination étrangère, de quelle utilité serait son alliance pour V. M. et pour son Empire? Ruinée, dépeuplée, réduite à la plus grande misère, privée de ses immenses colonies, et par conséquent de ses richesses et de sa marine, elle serait pour

以 2

la France une charge d'autant plus incommode que l'immense étendue de ses côtes, l'expose à de fréquentes

invasions de la part des Anglais.

L'Empereur. Vous allez trop vîte, Chanoine, vous regardez comme infaillible que l'Espagne perde ses colonies, et j'ai au contraire les espérances les mieux fondées de les conserver. Ne croyez pas que je me sois endormi, je me suis ménagé des intelligences avec l'Amérique espagnole, j'ai envoyé d'avance, pour les cultiver, plusieurs frégates sur les côtes, et j'attends tout de ces mesures.

Escoiquiz. Je connais trop la faible portée de mes lumières, Sire, pour me hasarder à contredire ces espérances: il est possible que le temps m'en démontre la solidité: cependant les données que j'ai sur la disposition des esprits dans nos colonies, ne me permettent pas de douter qu'elles ne se séparent de la métropole avant de reconnaître une nouvelle dynastie: je dis plus, sous le règne même de Ferdinand, le moindre mécontentement suffirait pour rompre une union qui ne tient plus qu'aux faibles liens de l'habitude. Est-il donc vraissemblable qu'elle subsisterait après l'entier bouleversement des idées, et, si vous le voulez, des préjugés de ses habitans!

V. M. me pardonnera, Sire, si, fort de la liberté qu'elle a daigné m'accorder de lui parler sans déguisement, je me hasarde à dire, que je suis si sûr que l'effet infaillible du changement de dynastie serait la défection de nos colonies, et que je parierais tout ce que j'ai de plus précieux au monde, en faveur de ce fatal résultat.

Et quels seront les effets de cette séparation? L'Espagne, qui ne fait de commerce actif qu'avec ses colonies, desquelles elle tire aussi presque toutes ses provisions navales, restera sans marine marchande ni militaire, et par conséquent celle de France, son alliée, se trouvera affaiblie d'autant contre les Anglais. La France en outre perdrait la part immense du commerce qu'elle fait avec ces colonies, à raison des priviléges que son amitié avec l'Espagne lui avait fait accorder; et qui pourraient être augmentés encore sous le règne de Ferdinand.

Toute l'Europe, dont le numéraire s'est merveilleu-

(117)

sement accru depuis l'établissement de nos colonies par l'importation de leurs riches métaux, le verra, dans peu d'années, diminuer dans la même proportion; elle sera en même temps privée, comme elle l'est déjà en grande partie des productions de l'Asie, de celles de l'Amérique dont elle ne peut pas se passer, ou sera forcée de les payer au prix que le caprice des Anglais y voudra mettre.

Que dire de l'Angleterre ? Elle regardera le changement de dynastie en Espagne, comme l'événement le plus heureux qui lui soit arrivé depuis son établissement en corps de nation : maîtresse de la mer, elle le sera aussi de tout le commerce, et par conséquent de l'or, de l'argent et des productions de l'Amérique; sa population, ses richesses, sa marine, prendront un accroissement incalculable; ses trésors, d'autant plus considérables que le numéraire sera plus rare dans le reste de l'Europe, la mettront à même d'acheter et d'armer les autres nations contre V. M., et même de lui susciter les troubles domestiques les plus dangereux. L'argent est le mobile le plus puissant; et peut-on deviner les résultats que pourraient avoir de pareils efforts?

L'Empereur. Ontre que, comme je vous l'ai déjà dit, Chanoine, your allez beaucoup trop vite dans vos calculs, je ne suis point d'accord avec vous sur les principes qui leur servent de base : je n'ai rien à vous dire, si ce n'est que je réfléchirai encore sur ces matières, et que demain je vous ferai connaître ma détermination irré-

vocable.

Escoiquiz. J'espère, Sire, de la générosité et de la profonde sagesse de V. M., que sa décision sera favorable à mon Roi et à ma patrie.

Voilà, à de très-faibles différences près, dans l'ordre de la conversation, ce qui se passa dans la première

conférence.

Le jour suivant je fus appelé de nouveau auprès de l'Empereur, qui débuta par me dire qu'il avait enfin irrévocablement pris la résolution de changer la dynastie en Espagne, qu'en conséquence j'en fisse part au prince Ferdinand, et que celui-ci répondit cathégoriquement

H 3

et avant l'arrivée du roi Charles son père, s'il acceptait l'échange de ses droits sur l'Espagne contre la couronne de Toscane; que dans ce cas le traité se ferait immédiatement et avec la plus grande solennité; que si S. A. R. refusait d'accéder à ces propositions, elle n'y gagnerait rien, puisque S. M. I. obtiendrait la même cession du Roi son père; que la Toscane resterait réunie à la France, et que le prince se trouverait sans indemnités.

Désespéré de voir toute espérance évanouie, je n'en reproduisis pas moins, sous un nouveau point de vue et avec toute l'énergie dont je fus capable, les raisons les plus fortes que j'avais déjà développées, pour essayer de le faire changer de système; mais voyant tous mes

efforts inutiles, je lui dis:

Sire, la résolution de V. M. est d'autant plus douloureuse pour moi, qu'avec le malheur de mon Roi et de ma patrie, j'ai encore à pleurer la perte de ma réputation et de celle de tous ceux qui entouraient le roi Ferdinand lorsqu'il s'est décidé à venir ici. L'on nous en rendra responsables, et moi sur-tout, à qui l'on suppose plus d'empire sur son esprit; et quoique mon caractère soit trop connu pour que le public judicieux puisse m'accuser de trahison, je n'en serai pas moins regardé comme le plus aveugle et le plus imprudent des hommes; quand même l'on finirait par savoir qu'avant même que nous fussions décidés à lui donner un pareil conseil, le Roi pressé par les instances de l'ambassadeur de V. M. lui avait donné sa parole sans nous avoir consultés, et même avait fixé le jour de son départ, l'on nous reprochera toujours, pour le moins, de ne l'avoir pas fait changer de résolution.

L'Empereur. Malgré cela, Chanoine, vous n'avez pas de motifs de vous affliger: ni vous ni ceux qui se trouvent dans le même cas ne pouviez avoir le moindre soupçon de mes intentions, que personne ne connaissait, et contre lesquelles il y avait, en apparence, les plus fortes raisons politiques et les données les plus propres à vous tranquilliser: telles sont les raisons que

yous m'avez exposées.

Escoiquiz. Cela n'est pas douteux, Sire; mais le peu-

(119)

ple qui ne juge jamais d'après des données qu'il ignore, ou des maximes politiques hors de sa portée, qui suit son inclination naturelle à croire tout ce qu'il y a de pis, et qui malheureusement dans cette circonstance a rencontré juste, ne nous pardonnera jamais d'avoir laissé le Roi venir à Bayonne.

L'Empereur. Et dans les circonstances dans lesquelles vous yous trouviez, quel autre parti pouviez-vous

prendre, que celui de venir à Bayonne?

Escoiquiz. Je sais bien, Sire, que, par l'inconcevable conduite du prince de la Paix, les places et les provinces frontières étant au pouvoir de V. M. I., la capitale entourée de soixante mille hommes de vos troupes qui pouvaient la détruire dans un instant, les dispositions connues du roi Charles et de la Reine de soutenir de leur nom et de leur autorité vos entreprises, tout faisait voir que le jeune Roi était à la disposition de V. M., qui pouvait le faire venir ici sans qu'aucune résistance fût possible. Mais qui pourra persuader cette vérité à la majorité du public, qui se compose d'ignorans, de mal intentionnés et de têtes chaudes? Qui pourra lui faire perdre l'idée, toute absurde qu'elle est, que la faible garnison qui était alors à Madrid, réunie à une populace désarmée, suffisait, non-seulement pour défendre le Roi, mais même pour exterminer l'armée française? Et ce qui est incroyable, c'est que cette ridicule confiance, cette extravagante opinion, non-seulement séduisirent alors le peuple de Madrid, mais encore la plus grande partie des membres du Conseil secret du Roi, ce qui mit un obstacle invincible à l'exécution du seul moyen (dans le cas où l'on eût voulu l'employer) qui pût metire en liberté le roi Ferdinand. Ce projet, d'un autre côté, faisait craindre des suites si épouvantables, qu'il était impossible que nous l'adoptassions, à moins d'avoir eu la certitude du projet de V. M. de détrôner le Roi, et malheureusement nous avions les plus fortes raisons pour croire le contraire.

L'Empereur. Et quel était ce moyen, Chanoine? Escoiquiz. Celui de faire échapper secrétement le jeune Roi. L'Empereur. Et où l'auriez-vous conduit?

Escoiquiz. A Algésiras, Sire, où nous avions déjà quelques troupes, et où nous étions très près de Gibraltar.

L'Empereur. Ensuite, qu'auriez-vous fait?

Escoiquiz. Toujours constans dans la maxime de conserver avec V. M. une alliance étroite, mais honorable, nous vous eussions proposé de la continuer, sous la condition précise de nous rendre sans délai nos places frontières, et de retirer de l'Espagne toutes les troupes françaises; et si V. M. eût refusé ses conditions, nous lui eussions fait la guerre de tous nos moyens et jusqu'à la dernière extrémité. Tel eût été mon avis dans le cas où, de quelque manière, nous fussions parvenus à connaître les intentions véritables de V. M.

L'Empereur. Vous avez raison, et c'est effectivement

tout ce qu'il y avait à faire.

Escoiquiz. Ah! Sire, si nous avions eu quelques mois devant nous, si les événemens d'Aranjuez fussent arrivés avant l'entrée des troupes de V. M. en Espagne, et avant que ce misérable prince de la Paix eût eu l'inexplicable condescendance de leur livrer nos placés frontières, nous serions exempts des malheurs qui nous affligent! V. M. aurait trouvé dans notre jeune Roi un allié fidèle et utile; ou, dans le cas où elle aurait voulu exécuter son plan actuel, nous avions assez de forces, sinon pour envahir les provinces de V. M., du moins pour défendre les nôtres; mais ce vil, ce perfide favori.... Excusez, Sire, si je lui donne les épithètes qu'il mérite....

L'Empereur (en m'interrompant). Mais vous donnez de lui une idée qui n'est pas juste; il ne s'est pas si mal

conduit dans son administration.

Escoiquiz. Ah! Sire, que je m'estimerais heureux d'avoir une conférence avec lui sous les yeux de V. M.; c'est alors qu'elle verrait la vérité confondre l'imposture! elle connaîtrait toutes les fautes de ce malheureux; elle le verrait pâle et muet en présence d'un accusateur qu'il ne pourrait tromper.

Je sais bien cependant que la pénétration de V. M. n'a pas besoin de pareilles preuves pour connaître son

caractère, celui du Roi père et de la Reine, de la bonté desquels il a abusé; et je n'ai jamais pu me persuader que dans le fond de son cœur V. M. pût l'estimer, ni méconnaître l'innocence du prince Ferdinand: supposer d'autres sentimens à V. M. ce serait lui faire injure, quoique la puissante raison d'état l'empêche de les manifester dans sa conduite.

L'Empereur (souriant). Sans convenir précisément de tout ce que vous avancez, je sais ce que sont les femmes et les favoris; mais enfin la loi suprême des Souverains, le bien de l'état m'imposent l'obligation de

faire ce que je fais.

Escoiquiz. Après avoir épuisé tout ce que j'avais à dire à V. M. sur ces affaires, il serait inutile d'y insister davantage, et je me borne à la supplier humblement de consulter encore plus l'équité et la générosité de son cœur, que la voix toujours incertaine de la politique, avant de mettre son projet à exécution.

L'Empereur (en souriant et me tirant l'oreille avec force). Mais, Chanoine, vous ne voulez donc pas entrer

dans mes idées?

Escoiquiz (souriant aussi). Bien au contraire, Sire, je désirerais de tout mon cœur ramener V. M. aux miennes, fût-ce aux dépens de mes oreilles; mais nos intérêts sont opposés, ce qui m'afflige d'autant plus, que mon admiration et mon attachement pour V. M, croissant à chaque instant depuis que j'ai l'honneur de parler avec elle, il me serait bien doux de lui donner une preuve de mon respect par une entière conformité à ses volontés; mais une obligation sacrée m'en empêche, et V. M. me rendra justice.

L'Empereur. Oui, je vous la rends, votre conduite est celle d'un honnête homme et d'un sujet fidèle.

Ce jour-là même, et les suivans, l'Empereur parla des mêmes affaires avec les ducs de l'Infantado et de Saint-Charles, et avec Don Pedro Ceballos, ministre d'état du jeune Roi, soit réunis, soit séparément, quelquefois même en ma présence, et toujours sur le même ton. Vainement ils firent valoir les mêmes raisons que j'ai déjà rapportées, chacun sous un aspect différent,

avec la plus grande force et la plus noble franchise : sa résolution était prise et elle était, comme il l'avait dit, invariable.

J'eus quelques autres conférences particulières, également inutiles, avec S. M. I. Les trois personnes que je viens de citer et moi en eûmes aussi avec le général Savary et M. de Champagny, ministre des relations extérieures; moi en particulier avec M. de Pradt, évêque de Poitiers, aumônier de l'Empereur, et quelque temps après, archevêque de Malines; toutes ces con-

férences n'aboutirent à rien.

Un matin, entr'autres, en présence du roi Ferdinand et de son frère l'infant Don Carlos, je fis à l'Empereur un discours assez long, dans lequel, après avoir touché légèrement les raisons que précédemment je lui avais développées, j'essayai de l'émouvoir, et par la considération de sa propre gloire, et par la compassion que devaient inspirer ces Princes infortunés, plus dignes de pitié que de véritables orphelins, puisque leurs parens, pour lesquels ils avaient toujours eu le plus respectueux attachement, étaient leurs ennemis les plus implacables. Comme je parlais du cœur, je le fis avec tant de force et de sensibilité, qu'un instant je le vis ému; mais sans doute s'en apercevant lui-même, et pour le dissimuler, il m'interrompit; et se retournant du côté des Princes, il leur dit : Ce Chanoine aime beaucoup VV. AA.; ce qui rendit la conversation générale, et dissipa ma dernière illusion. L'après-midi du même jour, l'Empereur, après avoir conféré avec le duc de l'Infantado, lui dit en plaisantant : Le Chanoine m'a fait ce matin une harangue, dans le goût de celles de Cicéron; mais il ne veut pas entrer dans les raisons de mon plan. Voilà à quoi se réduisit tout le fruit de mon éloquence cicé. ronienne.

> quelos megos comas actividos de legistas actividas the section and report and the secondary and

### N.º 3.

# AVIS

Donné par écrit par Don Jean de Escoiquiz, dans le Conseil général tenu par ordre du Roi Ferdinand VII à Bayonne le 27 avril 1808, et dont il lui fut donné copie, ainsi qu'aux autres Votans, de leurs opinions respectives, par le Secrétaire d'Etat, Don Pedro Ceballos, dans la forme qui suit:

«Copie de l'opinion donnée par écrit, par M. de » Escoiquiz, dont l'original reste en mon pouvoir, sur » la cession que l'Empereur des Français prétendait que » le Roi notre maître fit de la couronne d'Espagne, en

» faveur de la dynastie française.

» Pour obéir à l'ordre du Roi, qui enjoint à tous les » individus de son conseil et aux personnes de sa suite » les plus marquantes, de donner Ieur avis par écrit » sur cette question: « si, dans les circonstances critiques » dans lesquelles il se trouve, il peut ou doit abdiquer » ou non sa couronne » ; je réponds, selon ce que me » dicte mon devoir, qu'il ne peut ni ne doit faire une » pareille abdication; et pour preuve, je signe. Bayonne » 27 avril 1808. Jean de Escoiquiz. Et pour constater » l'authenticité de ladite déclaration, j'ai donné le pré- » sent certificat signé de ma main, et scellé du sceau » royal. Bayonne, le 30 avril 1808, Pedro Ceballos».

#### N.º 4.

# LETTRE

De D. N., écrite de Bayonne à Don Jean Escolquiz, à Victoria, où il se trouvait avec S. M. le Roi Ferdinand VII.

Bayonne, 17 avril, à deux heures de l'après-midi.

CHER ami, le porteur de cette lettre est D. Joseph Hervas, digne de toute notre estime, non-seulement par ses qualités personnelles et par celles de son père (1), mais encore par les importans et nombreux services qu'il nous a rendus, en travaillant avec zèle à aplanir les grandes difficultés que nous avons rencontrées ici. Il retourne donc avec le général Savary, et mène avec lui un courrier pour s'en servir en cas de besoin. Le général porte au Roi une lettre de l'Empereur, nous espérons qu'elle est satisfaisante; vous y verrez que les choses commencent à changer d'aspect : et puisque ce Prince témoigne le désir d'avoir une entrevue avec le nôtre, il serait convenable de se décider promptement, et que vous vinssiez tous jusqu'à Tolosa, d'où l'on pourrait proposer à l'Empereur de fixer le lieu, le jour et l'heure du rendez-vous : le même général Savary apportera la réponse. Nous avons agité ici cette question, et nous avons pensé que la première entrevue pouvait avoir lieu sur le pont d'Irun, à Irun même, ou dans la maison de campagne du comte de Jorrealta, située dans une belle position, sur la Bidassoa, entre Irun et Fontarabie. Quoiqu'il fût inconvenant de montrer de la méfiance, nous n'en pouvons pas moins insister pour que l'entrevue

<sup>(</sup>t) M. le marquis d'Armenara, alors ambassadeur de S. M. C. à Constantinople.

ait lieu sur notre territoire, par le motif d'éviter à la nation espagnole l'inquiétude que lui donnerait l'entrée du Roi dans un pays où il n'est pas encore reconnu en cette qualité. Pour tout le reste, vous ne devez concevoir aucune crainte sur les intentions de l'Empereur, qui, à en juger, tant parce qu'il a dit hier soir au duc de Frias, que par ce que rapportent ses confidens, est certainement de bonne foi; et l'on doit espérer que puisque dans sa lettre il donne à notre Souverain le titre de frère, il ne tardera pas (du moins après la conférence) à le reconnaître pour Roi, ce qui est la seule chose qui presse à présent : les autres affaires s'arrangeront après, avec l'aide de Dieu.

L'ami F. voit et approuve ce que vous écrit votre dévoué N.

Je ne mets point ici les noms des individus qui écrivirent cette lettre et la suivante, dont je conserve les originaux, dans la crainte de leur faire de la peine, quoique sans raison, car ils ont été trompés comme nous le fumes

tous, et sans qu'il y ait eu de leur faute.

La précaution d'attendre l'Empereur à Irun était illusoire et ridicule; environnés comme nous l'étions de troupes françaises, il y avait autant de dangers là qu'à Bayonne, et cette défiance inutile eut pu fournir à l'Empereur un prétexte de rupture.

#### N.º 5.

## LETTRE

Du même N. et de D. F. au même Don Jean de Escoiquiz.

Bayonne, 18 avril 1808.

Mon estimable ami, vu les articles mystérieux des journaux et les bruits qui circulaient, je vous avais conseillé de ne point vous presser pour nous donner le temps de découvrir ici les intentions que l'on avait relativement à nos affaires ; depuis avant-hier que nous avons commencé à voir clair, je vous ai dit et je vous répète que l'entrevue de notre Roi avec l'Empereur me paraît indispensable. Ce Prince a témoigné un grand étonnement, non-seulement de n'avoir pas encore vu notre maître, mais de ce qu'il ne s'était pas fait précéder par vous et l'Infantado, pour venir traiter avec lui la grande affaire qui est en litige. Il m'est impossible, mon cher amí, d'entrer par écrit dans aucun détail; mais aujourd'hui les choses sont pires que jamais, et il ne dépend assurément pas de nous de préserver le vaisseau du naufrage : venez donc , venez de suite et sans perdre un moment; et si tous ne veulent point se hasarder à passer la frontière, venez tous deux, ou tout au moins vous seul, avec une lettre pour l'Empereur; parlez à son cœur le langage de la vérité, et peut-être, par ce moyen, pourrons-nous éviter les grands maux dont nous sommes menacés : c'est pour le bien du Roi et de toute sa famille, et pour le salut de la patrie que je vous en prie. Votre ami, N.

Cher ami, je vous répète ce que vous venez de lire, et je vous assure que si le Roi et vous ne venez pas ici pour avoir avec l'Empereur une longue explication, dans laquelle vous lui ferez connaître clairement la vérité de tout ce qui s'est passé, nous sommes perdus. Telle est

l'opinion de votre dévoué ami, F.

LETTRE de S. M. l'Empereur des Français à S. A. R. le Prince des Asturies (1).

Mon frère, j'ai reçu la lettre de V. A. R. Elle doit avoir acquis la preuve, dans les papiers qu'elle a eus du Roi son père, de l'intérêt que je lui ai toujours porté. Elle me permettra, dans la circonstance actuelle, de lui parler avec franchise et loyauté. En arrivant à Madrid, j'espérais porter mon illustre ami à quelques réformes nécessaires dans ses états, et à donner quelques satisfactions à l'opinion publique. Le renvoi du prince de la Paix me paraissait nécessaire pour son bonheur et celui de ses sujets. Les affaires du nord ont retardé mon voyage. Les événemens d'Aranjuez ont eu lieu. Je ne suis point juge de ce qui s'est passé et de la conduite du prince de la Paix; mais ce que je sais bien, c'est qu'il est dangereux pour les rois d'accoutumer les peuples à répandre du sang et à se faire justice eux-mêmes. Je prie Dieu que V. A. R. n'en fasse pas elle-même un jour l'expérience. Il n'est pas de l'intérêt de l'Espagne de faire du mal à un prince qui a épousé. une princesse du sang royal, et qui a long-temps régi le royaume. Il n'a plus d'amis ; V. A. R. n'en aura plus si jamais elle est malheureuse. Les peuples se vengent volontiers des hommages qu'ils nous rendent. Comment d'ailleurs pourrait-on faire le procès au prince de la Paix sans le faire à la Reine et au Roi votre père? Ca procès alimentera les haines et les passions factieuses. Le résultat sera funeste pour votre couronne. V. A. R. n'y a des droits que ceux que lui a transmis sa mère. Si le procès la déshonore, V. A. R. déchire par-là ses droits. Qu'elle ferme l'oreille à des conseils faibles et perfides. Elle n'a pas le droit de juger le prince de la Paix. Ses crimes, si on lui en reproche, se perdent dans les droits du trône. J'ai souvent manifesté le désir que le prince de la Paix fût éloigné des affaires. L'amitié

<sup>(1)</sup> Pemprunte cette lettre en français, de la traduction qui a a eté faite à Paris, de l'exposition de M. Ceballos.

( 128 )

du roi Charles m'a porté souvent à me taire et à détourner les yeux des faiblesses de son attachement. Misérables hommes que nous sommes! faiblesse et erreur, c'est notre devise. Mais tout cela peut se concilier. Que le prince de la Paix soit exilé d'Espagne, et je lui offre un refuge en France. Quant à l'abdication de Charles IV, elle a eu lieu dans un moment où nos armées couvraient les Espagnes, et aux yeux de l'Europe et de la postérité, je paraîtrais n'avoir envoyé tant de troupes en Espagne que pour précipiter du trône mon ami et mon allié. Comme Souverain voisin, il m'est permis de vouloir connaître, avant de reconnaître cette abdication. Je le dis à V. A. R., aux Espagnols, au monde entier, si l'abdication du roi Charles est de pur mouvement; s'il n'a pas été forcé par l'insurrection et l'émeute d'Aranjuez, je ne fais aucune difficulté de l'admettre, et reconnais V. A. R. comme roi d'Espagne. Je désire donc causer avec elle sur cet objet. La circonspection que je porte depuis un mois dans ces affaires doit lui être un sûr garant de l'appui qu'elle trouvera en moi, si, à son tour, des factions de quelque nature qu'elles fussent, venaient à l'inquiéter sur son trône. Quand le roi Charles me fit part de l'événement du mois d'octobre dernier, j'en fus douloureusement affecté, et je pense avoir contribué, par les insinuations que j'ai faites, à la bonne issue de l'affaire de l'Escurial. V. A. R. avait bien des torts : je n'en veux pour preuve que la lettre qu'elle m'a écrite et que j'ai constamment voulu ignorer. Roi à votre tour, elle saura combien les droits du trône sont sacrés. Toute démarche près d'un souverain étranger de la part d'un prince héréditaire est criminelle. Le mariage d'une princesse française avec V. A. R., je le tiens conforme aux intérêts de mon peuple, et sur-tout comme une circonstance qui m'attacherait par de nouveaux liens à une maison dont je n'ai eu qu'à me louer depuis que je suis monté sur le trône. V. A. R. doit se méfier des écarts, des émotions populaires. On pourra commettre quelques meurtres sur mes soldats isolés; mais la ruine de l'Espagne en serait le résultat. J'ai vu déjà avec peine qu'à